



Pakistan : la situation politique reste bloquée

André de Bussy

Août 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique.

Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux.

Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur,

André de Bussy

Ancien diplomate, Conseiller Municipal de Boulogne-Billancourt et Conseiller Territorial de Grand Paris Seine Ouest, André de Bussy a passé vingt ans en Europe (Londres, Berlin), en Amérique du Nord (Washington, Toronto) et en Asie (Phnom Penh, Bangkok) dans le domaine de la formation et de l'éducation pour diverses institutions françaises, européennes et étrangères.

Il a ensuite passé vingt ans en tant que diplomate français, principalement en Asie, où il a été successivement Directeur du Centre Culturel Français à Pékin et Délégué Général de l'Alliance Française en Chine ; Conseiller de Coopération Régionale pour l'ASEAN à Jakarta ; Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle à Islamabad.

Il a également été représentant de la Présidence française dans le cadre du G8 et du G20, puis du Secrétariat Général de la COP21.

André de Bussy est Officier de l'Ordre National du Mérite.

Pakistan : la situation politique reste bloquée

André de Bussy

2 Août 2024

Le PTI, parti d'Imran Khan, est dans le collimateur de l'establishment (mot savant pour désigner l'armée de façon non blasphématoire). Imran Khan est toujours en prison pour une série de faits mineurs (dépenses et cadeaux non documentés), il devait être relâché dans les prochaines semaines. La Cour Suprême a pris une décision courageuse par 5 voix contre 8, contre l'avis de l'establishment, en validant le résultat des élections législatives récentes remportées par le PTI, résultat qui avait été substantiellement modifié, nuitamment, en lui faisant perdre 80 sièges par un tour de passe passe. Le peuple soutient massivement Imran Khan, leader populiste qui n'a pas vraiment démerité. En fait, IK paye cher son opposition à l'armée lorsqu'il a voulu prendre ses distances des Américains, le clan Sharif lui, est plus accommodant.

Sur le plan sécuritaire, on déplore régulièrement des attaques des talibans contre les forces de sécurité dans les zones frontalières. Même si elles sont toujours repoussées, elles font encore des victimes dans les forces de police mais aussi chez les civils.

Sur le plan économique les choses sont différentes, depuis le retour au pouvoir des Sharif l'inflation est passée de +30% à environ 15%. Les réserves de 2 milliards de dollars à 9 milliards ce qui a conduit le FMI à débloquer 7 milliards supplémentaires sur 37 mois. Le programme vise à tirer parti de la stabilité macroéconomique durement acquise au cours de l'année écoulée en poursuivant les efforts d'assainissement des finances publiques, de réduction de l'inflation, de reconstitution des réserves extérieures et de suppression des distorsions économiques afin de stimuler une croissance tirée par le secteur privé. Tout en déboursant de nouveaux fonds, le FMI s'attend également à ce que le Pakistan rembourse cette année l'équivalent de 814 millions de dollars sur les montants empruntés précédemment, ainsi que 320 millions de dollars en intérêts et en frais, selon une déclaration financière publiée sur le site web du Fonds.

L'aide du FMI est toutefois assortie de conditions. Dans le cadre de l'accord de confirmation conclu il y a un an, par lequel le Fonds a mis à disposition 2,25 milliards de ses droits de tirage spéciaux, équivalent aujourd'hui à 2,97 milliards de dollars, le FMI a demandé à Islamabad d'augmenter les impôts, de réduire les subventions à l'électricité et au gaz, d'augmenter les taux

d'intérêt et de privatiser les entreprises d'État déficitaires. Ce dernier point risque d'être délicat dans la mesure où ces entreprises d'État sont pour la plupart aux mains de l'armée et constituent pour celle-ci une rente de situation dont elle aurait du mal à se passer. Le budget pour la nouvelle année fiscale qui venait d'être adopté quelques semaines auparavant a dû être révisé pour réduire les dépenses et augmenter encore les recettes. Afin de préparer le terrain pour le prochain programme du FMI, le gouvernement de Sharif est allé plus loin dans le budget pour l'année fiscale qui a commencé ce mois-ci, alors qu'il avait été adopté en juin.

Les taux de base de l'impôt sur le revenu ont été relevés et les personnes dont le revenu annuel imposable est supérieur à 10 millions de roupies pakistanaises (36 000 dollars) seront désormais soumises à une surtaxe spéciale de 10 %. Les personnes qui ne déclarent pas ou ne paient pas leurs impôts peuvent se voir interdire les voyages à l'étranger ou voir leur service de téléphonie mobile suspendu. La réduction des subventions entraînera une augmentation des frais d'électricité pour les consommateurs pouvant aller jusqu'à 50 %, ce qui ne sera pas sans conséquences sur le plan social, les plus pauvres ne pouvant déjà pas payer leur consommation limitée à 5 h / 6 heures par jour.

Au total, le gouvernement vise à collecter 38 % d'impôts en plus par rapport à l'année qui s'est achevée en juin. Selon l'annonce faite par le FMI le 12 juillet, le gouvernement national prévoit de procéder à une nouvelle augmentation des impôts d'une ampleur équivalente au cours des deux prochains exercices fiscaux, tout en incitant les gouvernements provinciaux à augmenter leurs propres recettes fiscales et à assumer davantage de responsabilités en matière d'infrastructures et de dépenses sociales. Il faut se souvenir que 53% des dépenses budgétaires sont consacrées au service de la dette.

De même, la dette de la Chine représente 30% de ses emprunts extérieurs. Une récente visite du PM Sharif au Président Xi Jinping à propos d'une extension des 15 milliards de dollars qui doivent être remboursés pour la construction de centrales électriques dans le cadre de l'initiative du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), d'une valeur de 50 milliards de dollars, semble avoir échoué. Un retour au pouvoir d'IK pourrait s'accompagner par un apport d'investissements des Pakistanais de l'étranger.

La façon dont les Pakistanais de la classe ouvrière et de la classe moyenne ont essuyé autant de revers ces dernières années les a rendus méfiants à l'égard des stratégies gouvernementales

telles que les mesures incluses dans le nouveau budget. Alors qu'ils subissent déjà les conséquences de l'augmentation des taux d'imposition et de la réduction des subventions, les charges qui pèsent sur l'élite et les grandes entreprises n'ont pas beaucoup changé. En effet, même si le gouvernement a augmenté d'autres taxes dans le nouveau plan, il a créé une exonération fiscale pour les gains provenant de la vente de biens immobiliers par le personnel militaire et les fonctionnaires actifs et retraités. Ce qui est consistant avec la façon notamment dont les militaires tirent profit de tous les avantages sans en payer le prix. Les élites savent bien que pour obtenir les bonnes grâces du FMI il leur faudra faire quelques concessions géopolitiques aux Américains.

L'indice des prix à la consommation du Pakistan a augmenté de 11,8 % en mai, soit le taux d'inflation le plus faible du pays depuis deux ans et demi et moins d'un tiers du niveau record atteint l'année dernière. Le marché boursier du pays, quant à lui, a été l'un des plus performants au monde au cours de l'année écoulée. L'indice de référence KSE-100 a augmenté de 80 % et a atteint à plusieurs reprises de nouveaux sommets, avec un autre niveau record atteint lors de la première séance de négociation suivant l'annonce du FMI. Avec le ralentissement de l'inflation, la Banque d'État du Pakistan a réduit le mois dernier son taux d'intérêt de référence de 1,5 point de pourcentage, le faisant passer d'un niveau record de 22 %.

Pourtant, si la baisse des taux d'intérêt est profitable pour les bénéfices et les investissements des entreprises, on peut se demander si elle donnera au Pakistan l'élan nécessaire pour se passer des injections du FMI. Comme l'ont écrit les analystes de Fitch, le déséquilibre financier du pays « laisse le Pakistan exposé aux conditions de financement extérieures et aux erreurs de politique », de sorte qu'ils continuent à évaluer la solvabilité du Pakistan seulement un cran au-dessus de celle du Sri Lanka.

Entre-temps, les autorités pakistanaises se préparent à une nouvelle série de manifestations de masse lorsque les ménages commenceront à recevoir des factures d'électricité reflétant la récente augmentation des tarifs. L'électricité est un sujet sensible, car le réseau électrique surchargé du pays a entraîné de fréquentes coupures de courant, même dans les grandes villes où les températures atteignent 40°C, ce qui a donné lieu à de fréquentes petites manifestations. Et l'ombre d'Imran Khan plane sur le pays et serait annonciatrice de mouvements de rue.